Le bobotariat en marche… arrière

Les envolées agressives du Président des banquiers contre les non-vaccinés qu'il veut *«emmerder jusqu'au bout»* et à qui il dénie le statut de «citoyens» pour leur *«irresponsabilité»* supposée m'ont incité à apposer ma signature à une pétition lancée par le facétieux Rémy Watremez sur son site internet Juste milieu. Son objet ? La destitution de Macron sur la base de l'article 68 de la Constitution. Une initiative empruntée à François Asselineau, paria du système médiatique comme tous les individus qui gênent réellement le pouvoir en place, dans une vidéo récente. Bien entendu cette sortie élyséenne a provoqué un brouhaha jusque dans les rangs de la droite parlementaire, en y incluant les escrologistes verdâtres. Quant aux soi-disant
Insoumis, s'ils ne pouvaient qu'être vent debout contre un président de la Républiqu e qui foule aux pieds, en paroles maintenant et pas seulement en actes, les principes censés la fonder, cela ne les empêche pas de rester plus que jamais couchés face à la dictature sanitaire.

«Aveu sidérant. C'est clair que le pass vaccinal est une punition collective contre la liberté individuelle», tweetait Baudruchon, pourtant à jour avec la triple injection requise pour continuer à «vivre normalement», et qui, pas plus que la poignée d'élus qui l'entourent au Palais Bourbon, n'a songé un seul instant à demander la destitution de l'emmerdeur en chef jupitérien. *«C'est beau, c'est digne, un président de la République fier d'emmerder les Français !»*, ironisait pour sa part Ruffinaud, injecté lui aussi sans broncher pour continuer à bouffonner ici et là dans la perspective de sa réélection et, éventuellement, de son élection comme Président des quiches en 2027. Comme ses pareils de la gogôche avachie, il avait voté Macron en 2017 pour «faire barrage à» qui vous savez. *«Un propos indigne et irresponsable»*, s'écriait de son côté Fabien Roussel, secrétaire général du Parti Covidiste Français, inconditionnel d'une injection généralisée comme il l'avait réitéré à la dernière Fête de l'Huma. Inutile d'allonger la liste, car elle serait interminable, de ces politiciens «degauche» alignés, aux yeux de qui il ne saurait y avoir de riposte autre qu'électorale aux offensives de plus en plus belliqueuses menées par les fondés de pouvoir du capital.

C'est parmi des gens catalogués «souverainistes», comme Asselineau, quand ce n'est pas d'extrême droite tel Florian Philippot, que l'on en trouve jugeant qu'une destitution en bonne et due forme serait le moyen le plus approprié, faute de mieux, pour se débarrasser de Macron. À ceux-ci s'ajoutent quelques électrons libres du paysage médiatique comme le plaisantin rigolard déjà cité de Juste milieu ou le chroniqueur politique Alexis Poulin. Les uns et les autres sont certes conscients qu'un tel vœu a bien peu de chances de se réaliser étant donné que la vraie droite et la fausse gauche œuvrent de concert pour continuer à jouer le jeu stérile de la démocratie représentative. Mais, outre l'aspect symbolique d'une démarche qui rompt avec le train-train d'une opposition autocontrôlée, c'est surtout la raison avancée pour justifier la destitution de Macron qui mérite, selon moi, de retenir l'attention : ce président m'as-tu-vu ne serait autre qu'un nouveau type de fasciste.

Certains m'ont reproché une assimilation hâtive de ce dernier aux pires spécimen la réaction. Ils trouvent par exemple «un peu faciles» ou «exagérés» voire

de »mauvais goût» mes rapprochements entre le «paSS «sanitaire» devenu maintenant «vaccinal» avec l'Ausweis imposé durant l'Occupation. Comme si j'étais assez stupide ou inculte pour discerner dans le tournant dictatorial — appellation jugée elle aussi outrée par une gauche bien pensante et timorée qui préfère le qualificatif «autoritaire», plus suave — en cours d'instauration un *remake* du régime nazi alors que l'appellation «fascisme new look» qui a ma préférence en attendant mieux vise de manière métaphorique à mettre l'accent sur le caractère à la fois régressif et totalitaire mais indéniablement novateur du régime mis peu à peu en place par la classe dominante à la faveur de la pandémie pour s'assurer la servilité des classe dominées.

Il est symptomatique à cet égard, que le gaulliste Asselineau, anti-européiste vomi pour cette raison par le petit Monde diplomatique, entre autres, n'ait pas craint, dans l'une de ses revues de presse récentes (celle du 5 janvier 2022), d'annoncer que *«nous entrons dans un régime fasciste»*, la police étant parallèlement transformée en *«milice du capital»*. A Sud Radio, à propos de la *«stratégie»* consistant, selon Macron, à *«emmerder les vaccinés jusqu'au bout»*, Asselineau rectifie : *«Macron n'est pas un stratège, c'est un fasciste»*. Alexis Poulin, quand à lui, rallié au marxisme au point de voir dans l'épisode macronien un *«tournant dans la lutte de classe menées par la bourgeoisie contre le peuple»*, n'y va pas par quatre chemins. Il n'hésite pas en effet à souligner que l'on avait affaire avec ce que la Ve république est en train de devenir sous le règne de Macron à *un «protofascisme»* ou un *«postfascisme»*. *«Ce gouvernement est un danger fasciste»*, précise t-il, et de conclure à propos du chef de l'État : *«le facho qui est au pouvoir, qu'il dégage!»*.

Pour en revenir à nos antifas à la noix, fer de lance autoproclamés de la «gauche radicale», je trouve cocasse que la position de Macron vis-à-vis de la *«toute petite minorité réfractaire»* au pseudo-vaccin rejoigne celle de certains d'entre eux. Cette fripouille égocentrée de Thomas Porcher, par exemple, «économiste atterré» et surtout atterrant inféodé à la Paris School of Business, qui émarge à la fois à une radio mainsteam (RMC) et à des radios pseudo alternatives (Médiapart, Le Media). Comme tant d'autres figures de proue ou de poupe d'une gauche intello idéologiquement liquéfiée, il avait apporté en 2017 sa voix à Macon contre Marine. Dans l'émission Les Grandes gueules, en janvier 2021, il avait déclaré : *«Je suis d'accord avec le fait qu'il faille rendre la vie beaucoup plus difficile aux non-vaccinés »*. Souhait aujourd'hui exaucé, comme on vient de le voir. Une situation qui tranche avec celle d'il y a un an où Macron le facho, ulcéré par la lenteur de la campagne de vaccination, pourtant impulsée par le cabinet Mc Kinsey de conseil en stratégie made in USA, avec l'un des fis de Laurent Fabius au poste de commande pour la France, avait envoyé à Véran le Véreux un tweet d'encouragement qui ne trouva guère d'écho parmi une opposition déjà anesthésiée : *«Tiens bon. On les aura ces connards !»*. Le Diplo, qui se targue de révéler dans un épais dossier à ses ouailles diplômées *«pourquoi la gauche perd»*, devrait se résoudre enfin à reconnaître qu'il est difficile pour celle-ci de gagner tant que ses têtes pensantes persisteront à jouer les idiots utiles du capitalisme.

«Pourquoi la gauche perd (et pourquoi nous restons optimistes)», tel est tel est est en effett en effet l'intitulé principal du *podcast* qu'ont reçu les abonnés du Diplo pour accompagner la publication du numéro de janvier. Je savais que Halimou (du genou) et sa clique avaient totalement rompu avec un anticapitalisme conséquent au profit d'un antilibéralisme inconsistant, si on laisse le «communisme désirable» de Lord

On, l'un de ses maîtres à penser du patron, là où il a sa place : au musée des calembredaines idéologiques dont les rebelles de confort font leur régal. Mais de là à se faire les adeptes de la méthode Coué !

Il est vrai qu'ils ne risquent guère de subir les foudres des garants de l'ordre nouveau facho-sanitaire en cours d'instauration, à la différence des dissidents qui osent douter de son caractère bénéfique. Véran le véreux, par exemple, a fait immédiatement censurer la video d'une intervention de la député ex-LREM Martine Wonner à l'Assemblée nationale contre l'injection obligatoire. Agacé par une argumentation imparable à laquelle il était bien en peine de riposter, il avait répliqué avec une vulgarité extrême : *«la chloroquine, ça ne se fume pas !»*. Il faut dire que l'insolente avait conclu sa démonstration avec le slogan : *«Une dose, deux doses, trois doses : thrombose»*. Quelques instants plus tard, alors que la séance touchait à son terme sans que le projet de gouvernemental soit voté, et que Martine Wonner venait de mentionner le nombre d'enfants morts ou ayant subi les effets graves à la suite de vaccinations, signalés par un organisme scientifique étasunien dont Véran n'avait apparemment jamais entendu parler, celui-ci, excédé l'accusait de mensonges en la menaçant de diffamation, pour terminer ainsi, hors de lui, sa diatribe : *«J'ai honte pour vous, j'ai honte pour vous et j'ai honte pour vous !»* Sans réaction aucune de solidarité avec leur collègue de la part des parlementaires de «l'opposition de gauche».

Il faut dire que ils ne faisaient qu'apporter là une preuve supplémentaire de la décomposition avancée, pour ne pas dire irrémédiable, de ce que l'on appelle encore en France «la gauche», signifiant auquel ont été associés d'innombrables significations au point de devenir insignifiant, une insignifiante néanmoins des plus significatives sur le plan politique (et non politicien). L'article défini qui précède immanquablement le mot «gauche» contredit pourtant l'indéfinition croissante de ce qu'il est censé définir. Mais en apparence seulement, comme le confirme l'imposant dossier déjà mentionné que le Diplo vient de consacrer à son *«échec»*, voire à sa *«faillite»* imputés à son *«divorce avec les classes populaires»*. Car aux yeux des experts diplomatiques et de leur lectorat, «la gauche» existe toujours même si sa présence tend à s'évanouir au sein du système représentatif. Et le fait même que l'intitulé «pourquoi la gauche perd» ne soit pas suivi d'un point d'interrogation montre bien que, pour les intellectuels organi-ques de la petite bourgeoisie intellectuelle que sont les journalistes et collaborateurs du mensuel, la question n'a pas à être posée puisque la ou les réponses qu'ils ont par avance concoctées évitent d'emblée qu'elle le soit. Elle devait pourtant l'être plus que jamais à voir les têtes d'affiche de la radicalité de campus universitaires et autres révolutionnaires de papier redoubler de conformité et de docilité face à la mise en place, à la faveur d'une crise dite «sanitaire», d'une forme inédite de fascisme que l'on pourra peut-être essayer de baptiser d'un autre nom pour en faire ressortir la caractère véritablement innovant. Pour le combattre, toutefois, il conviendrait au préalable de cesser de tergiverser sur l'identité de la classe dont le *«divorce avec les classes populaires»* est consommé depuis déjà belle lurette : le bobotariat.